Communiqué de la fédération SUD éducation, vendredi 14 décembre 2018

Parmi les milliers de migrant-e-s qui arrivent en Europe, la situation des enfants, en particulier celles des mineur-e-s isolé-e-s, est certainement la plus fragile. L'accès aux soins, la garantie d'une prise en charge intégrale et l'accès aux établissements et la scolarisation ne sont pas toujours garantis sur le territoire français malgré la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE).

Les jeunes majeur-e-s isolé-e-s sont de moins en moins scolarisé-e-s car plongé-e-s dans les déboires administratifs qui ne cessent de les précariser, de les forcer à accepter des conditions de vie et de travail toujours plus précaires (squats, travail clandestin…). Ils n'ont pas d'autres choix que d'abandonner l'école qui représente pour eux un levier d'émancipation dans leur pays d'accueil.

Les familles des migrant-e-s à l'instar des étranger-e-s sont de plus en plus précarisées. De plus en plus de familles se retrouvent à la rue par la saturation des dispositifs d'accueil d'urgence et la scolarisation des enfants représente de moins en moins un moratoire à des dispositifs d'expulsion arbitraire. Le regroupement familial est de plus en plus compliqué et soumis à l'arbitraire des préfectures en totale violation des droits de vivre en famille reconnus par la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH).

Le désengagement de l'État dans la scolarisation et l'égalité d'accès à l'éducation de tou-te-s les enfants présent-e-s sur son territoire est manifeste. Il y a de moins en moins de dispositifs spécifiques d'accueil des enfants primo-arrivants et des enfants du voyage : nombre de postes non pourvus, postes fractionnés, méprisés par l'administration… Ce sont les enfants les plus précaires qui sont encore victimes des coupes budgétaires.

Dans les métiers de l'éducation, la précarisation touche de plein fouet les collègues étranger-e-s (hors Union européenne) qui ne peuvent être embauché-e-s qu'en tant que contractuel-le-s car privé-e-s d'accès aux concours de la fonction publique du fait de leur nationalité. Ces contractuel-le-s représentent une main d'œuvre « flexible et corvéable ».

[**SUD éducation participera activement aux mobilisations du 18 décembre pour la journée internationale des migrant-e-s et revendique :*]

– l'abrogation des lois anti-immigré-e-s ;
la protection des mineur-e-s isolé-e-s étranger-ère-s et des jeunes majeur-e-s scolarisé-e-s ;
– l'arrêt de toutes les expulsions et les mêmes droits pour toutes et tous ;
la titularisation des personnels précaires sans condition de nationalité ni de concours ;
– l'arrêt de la stigmatisation des étranger-e-s
le droit de vote pour tous et toutes les étranger-e-s ;
le retour à une véritable politique de l'asile (avec en particulier la suppression de la notion de pays dits ''sûrs'') ;
– la régularisation de toutes et tous les sans-papiers par la délivrance d'un titre unique de séjour ;
– la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes.

Lien vers la page de téléchargement du site de la fédération Sud éducation.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S

18 DÉCEMBRE 18H

Près de 250 organisations, plus de 40 villes se mobilisent pour la liberté de circulation et l'égalité des droits

18 décembre : soirée event

À l'appel de Collectifs de Sans-Papiers, de multiples collectifs de solidarité partout en France, des syndicats, de la Marche des Solidarités, des Etats Généraux des Migrations, du Komité Adama et du Collectif Nwa Patrio, des associations…

Parce que c'est l'équivalent d'une ville entière comme Rennes qui a perdu un proche, une psychologue du sns sur les routes de la migration ! Par la faute des gouvernements qui en sont responsable. Chacune leur faute que l'écatombe continue dans qu'ils pourrait s'arrêter demain.

Parce que ces gouvernements voulaient que l'on se divise. En 25 ans la France a produit près de deux fois plus de richesses. Il a-t-il deux fois moins de pauvres ? Le RMI a-t-il été multiplié par deux ? Il n'a-t-il deux fois moins de mal-logés ? Non bien sûr ! Mais dans le même temps la fortune des 500 plus riches en France a été multipliée par 7 !

L'appel à la « – » c'est la préservation générale, la remise en cause des acquis sociaux par les politiques d'austérité menées par nos gouvernants qui reprennent les sentiments de mal-être et de rejet sur ces dans la population. C'est en luttant ensemble que nous pourrons tous lutter efficacement pour une société meilleure et vigilance. »

Alors le 18/12/18, parfaut, avec ou sans gilet, avec ou sans papiers, parfaut, ensemble, on y SERT !

pour la liberté de circulation et l'égalité des droits

Villes mobilisées

(1) Aix-en-Provence,
(2) Amiens,
(3) Annecy,
(4) Avignon,
(5) Besançon,
(6) Blois,
(7) Bourgoin-Blossin,
(8) Brest(e),
(9) Caen,
(10) Chambéry,
(11) Châteaurenoux,
(12) Clermont-Ferrand,
(13) Dunkerque,
(14) Figeac,
(15) Grenoble,
(16) Grenoble,
(17) Lannion,
(18) Le Havre,
(19) La Mans,
(20) Le Puy-en-Velay
21) Limoges
(22) Lyon,
(23) Marsilan,
(24) Metz,
(25) Montpellier,
(26) Moulins,
(27) Montpel
(28) Nancy,
(29) Nantes,
(30) Nimes,
31) Paris,
(32) Perpignan,
(33) Poitiers,
(34) Rennes,
(35) Rouen,
(36) Romans,
37) Saint-Etienne,
(38) Saint-Girons,
(39) Strasbourg,
(40) Toulon,
41)Toulouse,
(42) Valence
43) Vesoul…

Premiers signataires

Collectifs de sans-papiers

UDSP Paris I, UDPN, CSP 17-18 Lisa, USPG, USPS, USPA, USPM, USPG, USPR, USP de Lucy, Gadgie, USP Paris 20, Collectif Schaeffer-Aubervilliers, OTSP Info, Droits Devant !!, Hégoa/Iloa 21,

Syndicats

CGT, CNT, CNT-SO, Emancipation fonctions interprofessionnelle, FSU, SAF, Syndicat de la Magistrature, Syndicat de la Médecine Générale, UDAF, UNEF Paris1, Union syndicale Solidaires,

Associations

100 pour 1 Vienne, Accueil de migrants, Accueil des Migrants dans le Cap, Act'Fer Rail, Action Paris, AG 1 de Bienvenue, Agir ensemble contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Alternatiba Paris 20, Ask, Atmed 38,

journée internationale des migrant·e·s

Justice sociale, égalité des droits, liberté de circulation et d'installation

La journée internationale des migrant·e·s est marquée cette année par un appel de plus de 250 collectifs, associations et organisations différentes dans plusieurs pays(dont CGT, CNT, FSU et Solidaires). 80 rassemblements dans plus de 40 villes sont déclarés/prévus à ce jour.

La situation des migrant·e·s face aux frontières de l'Europe et aux politiques de contrôle et d'enfermement est inacceptable. La situation des travailleur·se·s sans papiers n'est jamais aussi précaire et difficile. Les conditions de travail, de vie et de logement dans les situations les plus dramatiques à des conditions d'esclavage. Il n'est pas tolérable et les acquis et fonctionnements de ces gouvernements qui portent le dumping social. Tant que ce dumping, problème, sera maintenu, aucune solution ne sera juste, efficace.

Le gouvernement avec la bénédiction de nos syndicats, continue son travail d'agression contre les travailleurs et travailleuses sans papiers. Solidaires est devenu complètement vide de toutes ses valeurs. Les sans papiers ne particulièrement pour leur régularisation par le travail, un contrat de travail, un salaire d'exploitation indécent. Nous voulons combattre ce travail. Nous voulons gagner la régularisation sans travail, la régularisation. Il n'est pas tolérable que ce système que les personnes n'ait aucun droit, aucun droit et aucun droit qu'un tel soit accepté sans des droits adaptés chacun et chacune son propres parcours.

Nous voulons aussi défendre un accueil digne pour ceux et celles qui vont continuer à arriver dans et alors et ne pas avoir à la condition d'un que de nombreuses catégories, de femmes et de hommes de notre pays n'accèdent vais difficultés pour vivre n'obtient les affaires dans bien pays. Et que les capitaux circulent et vont libres.

Racisme institutionnel par la voix ouverte et politique vers de bas formulaire et rejetés et « identité » – de – question et l'immigration : causes et « charge fois qu'un gouvernement refuse de signaler ses revendications sociales, d'abord démontrer l'absence.

Pas la question et bas la justice sociale, ce sont les capitalistes qui sont « libres » dans que les travailleur·e·s travailleuses exigeant ce qu'travaillent dans les mêmes les entreprises, qui s'occupent des valises, qui construisent les hôtesses et touristes…

Pour toutes ces raisons nous vous attendons tous ou les un·e·s et rassemblements et manifestations le 18 décembre à 18h.